

## **C'est leurs profits ou nos emplois**

Le « pacte de responsabilité » est devenu l'alpha et l'oméga de la politique gouvernementale. La réponse à tout, qu'il s'agisse de lutter contre le chômage, de relancer l'activité ou de restaurer le pouvoir d'achat. Quelle comédie !

Le pacte de responsabilité n'est qu'un nouveau cadeau de 30 milliards au patronat. Il est à ajouter à la longue liste des allègements de cotisations patronales qui n'ont jamais créé d'emplois et n'en créeront pas plus demain.

Oh, le gouvernement jure que, cette fois, il demandera au patronat des « contreparties » en termes d'emplois ! Dans un premier temps, ledit patronat a joué le jeu, le patron du Medef, Pierre Gattaz, payant même de sa personne en arborant un pin's « un million d'emplois ».

Mais la semaine dernière, alors qu'il accompagnait Hollande aux États-Unis, Gattaz a déclaré qu'il n'était pas question qu'il y ait de contrepartie. « Erreur, couac de communication », a-t-on expliqué dans les milieux patronaux. Gattaz lui-même est revenu sur ses propos. Toujours est-il qu'il a bien laissé échapper le fond de sa pensée : le patronat veut prendre les 30 milliards, un point c'est tout !

Les hypocrites sont du côté du gouvernement. Hollande et Ayrault savent à quoi s'en tenir depuis le début car ils ne veulent imposer aucune contrainte au patronat. Leur politique est à l'exact opposé : les patrons disent leurs conditions et le gouvernement obtempère.

La débauche d'affection de la semaine dernière entre Hollande et le patronat français installé en Californie n'est pas que symbolique. Quand Hollande déclare à tous ces patrons que le gouvernement est là « pour eux », il faut le croire !

Ce n'est pas non plus par simple politesse qu'Ayrault a reçu à Matignon les dirigeants de grandes entreprises internationales et qu'Hollande les a invités à l'Élysée. L'objectif est clair. Il s'agit de répondre à leurs besoins. Qu'est-ce que le gouvernement mettra sur la table pour les attirer ? Une baisse de l'impôt sur les sociétés ? De nouvelles exonérations de cotisations ou d'impôts ?

La réalité est que le gouvernement est au service de cette bourgeoisie et qu'il ne conçoit pas d'autre politique que de lui servir la soupe.

Il ne faut pas s'en étonner, tous ceux qui gouvernent, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont été choisis et sélectionnés par leur dévouement au système capitaliste. Leur priorité, ce sont les affaires de la bourgeoisie, ses profits, sa compétitivité.

Quant aux travailleurs ou aux chômeurs, ils sont priés de patienter le temps que l'économie aille mieux et que les patrons aient besoin de bras à exploiter. Mais combien d'années faudra-t-il encore attendre ?

Pour la caste politique, les travailleurs ne sont que les soutiers de l'économie, sommés de s'adapter et d'accepter leur sort d'exploités. Il n'y a aucune pitié, aucune mesure favorable, à attendre de ces gens-là.

Même au plus fort du développement du capitalisme, alors qu'ils étaient à la base de la production, des progrès et de l'enrichissement général, les travailleurs n'en ont eu que les miettes.

Mais depuis que l'économie mondiale est entrée dans le marasme, la bourgeoisie préserve ses privilèges au prix d'une exploitation de plus en plus féroce, au prix du chômage de masse et de l'appauvrissement général des travailleurs.

La domination de la bourgeoisie menace le monde du travail dans ce qu'il a de plus essentiel et ce, avec la bénédiction de tous les gouvernements, y compris ceux qui se prétendent socialistes. À les entendre, tout le pays dépend de la prospérité de la bourgeoisie. Mais une poignée de parasites richissimes ne fait pas un pays !

L'écrasante majorité de la population est composée de travailleurs et de leur famille, qu'ils soient au travail, au chômage ou à la retraite. Ce sont eux qui sont indispensables au fonctionnement de l'économie. Sans leurs bras et leurs cerveaux, comment la société tournerait-elle ? La société, c'est eux ! L'intérêt du pays est leur intérêt !

Pour préserver l'existence de la majorité, les travailleurs doivent opposer leur propre politique à la politique des gouvernants.

Aux licenciés, les travailleurs doivent opposer l'interdiction des licenciements. Au patronat qui ne cesse de restructurer et de supprimer des emplois, ils doivent opposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Aux capitalistes qui profitent du chômage de masse, ils doivent opposer la nécessité d'embaucher de sorte que chacun ait droit à un emploi

**François Meunier et Maria Saez,**

**têtes de liste Lutte Ouvrière- Faire entendre le camp des travailleurs aux municipales de Tarbes**